



PRÉFET DE LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE

ARRÊTÉ
portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R122-3 du code de l'environnement

Programme d'actions pluriannuel de restauration des milieux aquatiques sur les bassins versants du Fessard, de l'Orne Champenoise, du Rhonne et de la Vézanne

Le préfet de la région Pays de la Loire
Chevalier de la légion d'honneur

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté du ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du préfet de région n°2019/SGAR/657 du 31 décembre 2019 portant délégation de signature à madame Annick BONNEVILLE, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n°2020-4646 relative au programme d'actions pluriannuel de restauration des milieux aquatiques sur les bassins versants du Fessard, de l'Orne Champenoise, du Rhonne et de la Vézanne, déposée par le Syndicat Mixte Sarthe Est Aval Unifié et considérée complète le 3 avril 2020 ;

Considérant que les travaux du programme d'actions, prévus sur six ans et sur 404 km² de bassins versants, répondent notamment aux objectifs fixés par la Directive Cadre sur l'Eau d'atteinte du bon état des masses d'eau, en vue de l'amélioration des habitats naturels, de la restauration des continuités écologiques et de la biodiversité ;

Considérant qu'ils portent en particulier sur la restauration du lit des cours d'eau (débusage de cours d'eau enterrés, reméandrage, remise en fond de vallée, talutage des berges via des techniques minérales ou végétales, recharge granulométrique, lutte contre le piétinement des cours d'eau), la restauration de la continuité écologique par l'aménagement ou la suppression d'ouvrages et la restauration de la ripisylve par des chantiers de plantation ;

Considérant que les bassins versant concernés interceptent plusieurs zones naturelles d'intérêt écologiques, faunistiques et floristiques de types I et II ;

Considérant que le programme d'actions pluriannuel fera l'objet d'une autorisation environnementale unique de nature à prendre en compte les enjeux en matière de gestion de la ressource en eau et relatifs aux espèces protégées notamment ;

Considérant ainsi qu'au regard des éléments fournis, ce projet, par ses objectifs et ses impacts pressentis, ainsi que par les procédures auxquelles il est soumis par ailleurs, n'est pas de nature à justifier la production d'une étude d'impact.

ARRÊTE :

Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de programme d'actions pluriannuel de restauration des milieux aquatiques sur les bassins versants du Fessard, de l'Orne Champenoise, du Rhonne et de la Vézanne, est dispensé d'étude d'impact.

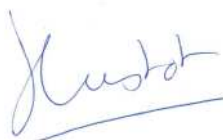
Article 2 :

Le présent arrêté, délivré en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Syndicat Mixte Sarthe Est Aval Unifié et publié sur le site Internet de la DREAL des Pays de la Loire, rubrique connaissance et évaluation puis, évaluation environnementale.

Fait à Nantes, le



Signature numérique
de Julien CUSTOT
julien.custot
Date : 2020.05.05
19:16:00 +02'00'

Délais et voies de recours

1- Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Monsieur le préfet de la région Pays de la Loire

Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263 Nantes Cedex2

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après :

2- Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux : Monsieur le préfet de la région Pays de la Loire

Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263 Nantes Cedex2

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique : Madame la ministre de la transition écologique et solidaire

Adresse postale : Ministère de la transition écologique et solidaire

92055 Paris-La-défense cedex

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux : Tribunal administratif compétent

(Formé dans le délai de deux mois à compter de la notification ou publication de la décision ou, en cas de recours gracieux ou hiérarchique, dans un délai de deux mois à compter du rejet de ce recours).

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr